

Service Finances et Achats Durables

N° 2014-058

DÉCISION DU MAIRE**SIGNATURE D'AVENANTS N°3 ET 4 RELATIFS À UN MARCHÉ DE TRAVAUX****Opération : Travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié****Lot n° 5 : menuiseries intérieures (marché n° 2013-285)**

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	Objectif : <i>Maintenir des services publics de proximité accueillants et efficaces</i>	Action : <i>Affirmer la mission de service public</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2013-085 du 14 octobre 2013 relative à la signature du marché visé en objet,

VU les décisions n° 2014-020 du 17 avril 2014 et n° 2014-027 du 7 mai 2014 relatifs à la passation des avenants n°1 et 2,

VU les projets d'avenants n° 3 et 4 au marché n° 2013-285,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER avec l'entreprise SOCIETE ALREENNE DE MENUISERIE (56400 PLUNERET), titulaire du marché de travaux du lot n° 5 «menuiseries intérieures» dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié, les avenants n° 3 et 4, dans les conditions détaillées dans les projets d'avenants susvisés, pour un montant en plus-value de 4 204,00 € HT (dont 860,00 € HT pour l'avenant n° 3 et 3 344,00 € pour l'avenant n° 4). Les modifications intervenues font ainsi passer le montant du marché de 57 859,00 € HT (montant initial) à 71 783,00 € HT (montant comprenant les avenants 1, 2, 3 et 4), soit une augmentation du montant de marché de 24,07 %.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier les avenants correspondants à la société visée à l'article 1^{er}.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140828-2014-058-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/08/2014

Publication : 29/08/2014

Le Maire,
Anne GALLO

Fait à Saint-Avé, le 29 août 2014

Le Maire,

Anne GALLO